

Compte rendu de la réception de la délégation FO 78 par la directrice des services fiscaux.

Le jeudi 9 septembre, une délégation F.O. 78 composée d'Alain BOUM , Jean-Marc LE CORRONC et Jean-Xavier GIRAULT, a été reçue, à sa demande, par la nouvelle directrice des services fiscaux des Yvelines. L'entretien, informel, s'est déroulé dans un climat courtois et détendu, ce qui constitue déjà un progrès notable dans le cadre du « dialogue social ». Il a duré environ deux heures.

Il s'agissait bien évidemment d'une prise de contact et d'un échange de vue.

L'occasion était donnée à notre syndicat de rappeler ses valeurs et d'insister sur des points sensibles.

La défense des droits et des intérêts moraux et financiers des salariés dans le contexte particulièrement difficile de la rentrée, avec la réforme scélérate des retraites a été rappelé en préambule.

F.O. a déploré une nouvelle fois la saignée des effectifs et rappelé des chiffres désolants : Autour de 90 postes non pourvus dans la DSF, 50 pour le Trésor. Il a souligné que de nombreux problèmes rencontrés dans le département découlaient de cet état de fait du sous-effectif chronique. Il a condamné aussi la précipitation et le rythme effréné des « réformes » qui conduisaient à une instabilité chronique, davantage de stress pour les agents, premières victimes des décisions, et formulé l'hypothèse probable, à court terme, d'un risque de dysfonctionnement.

Avec honnêteté, la directrice a admis que le risque d'un dysfonctionnement était possible, tout en constatant qu'il fallait faire avec les décisions prises « en haut » nécessairement. La fonction publique étant sous la coupe du politique. La conscience professionnelle des agents a particulièrement été mise en exergue par notre nouvelle directrice. Nous sommes tombés d'accord pour en vanter les mérites, mais pour en déplorer le manque de reconnaissance, tout en soulignant que ce gisement humain n'était pas inépuisable.

Nous avons formulé le constat, à nos yeux indiscutables, que les conditions de travail pesaient de plus en plus sur la vie des membres du personnel, qu'il était facteur de stress et générateur de troubles psychologiques. La triste actualité de France Télécom venant appuyer notre affirmation. La directrice, sur la même ligne que notre administration, a développé la thèse plus générale et sociétale, d'une évolution de la société. Nous avons reconnu que nous étions, représentants de l'administration comme ceux du personnel, des partenaires dans la « gestion » de ces cas, mais qu'ensemble nous étions dépassés par ces problèmes humains, aux frontières du professionnel et du privé.

La directrice nous a donné sa vision d'ensemble sur la gestion des effectifs, en fonction des priorités définies par l'administration. Les S.I.E étant le service jugé en plus grande difficulté sur ce point, et la mise en place des S.I.P se poursuivant, ce sont les services de contrôles, P.C.E et brigades, qui risquent de pâtir des prochaines suppressions d'emplois.

F.O. a déploré que le contrôle sur pièces ou externe, censé garantir l'équité fiscale, soit en définitive sacrifié à une politique générale.

Nous avons abordé les problèmes des accueils, et des conditions d'exercice difficiles de cette mission et dénoncé le décalage entre les « beaux discours » sur cette mission d'accueil et les conditions pratiques et réelles d'exercice ainsi que le manque de reconnaissance des agents qui y sont affectés.

Dans le détail, ont été abordées des questions matérielles et pratiques, qui forment l'ordinaire d'une vie d'agent.

Le remboursement des frais, qui souffrent de délais excessivement longs, avec le manque flagrant de transparence dans le remboursement des montants, et l'étrange raccourcissement des distances ont été exposé longuement.

La directrice s'est montrée étonnée qu'il existe un ordre, avec priorité donnée à certains corps au détriment d'autres, dans le remboursement de ces frais professionnels.

A été abordé la question de la restauration sur le département. F.O. a souhaité que le département puisse bénéficier de la même prestation que d'autres directions de la R.I.F avec l'extension de l'AGRAF qui gère de façon satisfaisante la restauration sur Paris et la petite couronne.

Le problème récurrent du chauffage des sites a été rappelé. Nous avons insisté sur la lassitude des agents qui dès la mi-septembre se retrouvent à travailler dans des glacières. Il a aussi été fait état des dysfonctionnements d'Agora.

La directrice a prévu un tableau des visites sur les sites. Elle s'est dite sensible aux dialogues libres et à l'échange non contraint avec les agents.

Sur sa sollicitation, nous lui avons recommandé, après être passé sur leurs lieux de travail, de réunir les agents. La parole se libérant plus facilement et plus naturellement dans un cadre collectif !

Côté DLU, l'annonce du nouveau directeur sera faite au printemps.

Nous nous sommes quittés en faisant part de notre satisfaction sur ce premier contact. L'accueil et l'écoute respectueuse de la parole syndicale étant un préalable à tout dialogue social digne de ce nom, tout en affirmant sereinement que nous jugerons, comme St Thomas, sur les actes.

Le 12 septembre 2010.